



747

La Mission Permanente du Royaume du Maroc auprès de l'Office des Nations Unies et des autres Organisations Internationales à Genève, présente ses compliments au Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme (HCDH) et se référant à la communication conjointe n° AL MAR 1/2021, du 26 janvier 2021, au sujet de « la privation de liberté de ressortissants marocains dans les camps d'Al Hol et de Roj en Syrie », a l'honneur de lui faire parvenir, ci-joint, les observations des Autorités marocaines compétentes.

La Mission Permanente du Royaume du Maroc auprès de l'Office des Nations Unies et des autres Organisations internationales à Genève saisit cette occasion pour renouveler au Haut-Commissariat aux droits de l'Homme (HCDH) l'expression de sa considération distinguée.



Genève, le 08 avril 2021

Haut-Commissariat aux droits de l'Homme (HCDH)

Palais Wilson, Rue des Pâquis 52, 1202 Genève

registry@ohchr.org

Royaume du Maroc

Observations relatives à la Communication conjointe

Réf. n° AL MAR 1/2021

Faisant suite à la communication conjointe n° AL MAR 1/2021 du 26 janvier 2021, au sujet de la situation de ressortissants nationaux qui auraient fait l'objet d'une opération d'enregistrement dans les camps d'«Al Hol» et «Rouj» en Syrie, les autorités marocaines portent à la connaissance de ces derniers ce qui suit.

■ Observations préliminaires.

Les autorités marocaines à l'instar des autorités de nombreux États concernés, portent une attention particulière à la situation actuelle prévalant dans les camps d'«Al-Hol» et «Rouj» en Syrie, dans lesquels se trouveraient un certain nombre indéfini à ce jour de personnes présumées ressortissantes du Royaume.

Elles expriment elles-mêmes leurs préoccupations au regard de la situation qui prévaut dans cette partie du territoire de la République arabe syrienne qui est manifestement sous le contrôle d'un acteur non étatique.

Les informations rendues publiques sur la situation sont d'autant plus préoccupantes en ces temps de pandémie mondiale. Par ailleurs, la situation dans la zone concernée reste manifestement marquée par la persistance de la menace terroriste.

Aussi, de façon générale, tout un ensemble de problématiques se posent, notamment au regard des difficultés opérationnelles inhérentes à toute action ou opération d'identification des ressortissants étrangers se trouvant dans les camps en question, et de leurs conditions. La question du rapatriement pose également des problématiques complexes pour de nombreux pays, y compris le Maroc.

Il est important de souligner l'importance de développer une approche coordonnée et concertée entre les États et les Organisations Internationales concernés de façon à concevoir une réponse globale à toutes les dimensions inhérentes à l'évolution de la situation dans les camps en question.

Les autorités marocaines souhaiteraient par ailleurs informer les titulaires de mandat des mesures globales prises concernant les personnes impliquées dans des infractions terroriste dans le cadre de la lutte contre ce fléau. En effet, le Royaume a développé une stratégie globale orientée vers la prévention et l'action, en adéquation avec les dispositions des quatre piliers de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et les résolutions pertinentes du Conseil de Sécurité.

Cette stratégie est basée sur la gouvernance sécuritaire, la mise à niveau du cadre juridique de lutte contre le terrorisme, l'adoption de nouvelles lois et la vigilance sécuritaire mais aussi le développement humain et la réforme du champ religieux.

En effet, dans ce cadre global, le Maroc a renforcé sa législation pour se prémunir contre les menaces terroristes en renforçant les dispositions répressives, notamment à travers la loi n° 03-03 relative à la lutte contre le terrorisme promulguée en date du 28 mai 2003 et le Dahir n° 1-15-53 du 20 mai 2015 portant promulgation de la loi n° 86-14 modifiant et complétant certaines dispositions du Code pénal et du Code de procédure pénale relatives à la lutte contre le terrorisme, à travers notamment l'article 218-1-1 concernant le fait de se rallier ou de tenter de se rallier individuellement ou collectivement, dans un cadre organisé ou non, à des entités, organisations, bandes ou groupes, terroristes, quel que soit leur forme, leur objet, ou le lieu où ils se trouvent situés.

L'article 218-2 réprime la propagande, l'apologie ou la promotion d'une personne, entité, organisation, bande ou groupe terroristes, et l'article 218-5 incrimine l'incitation à commettre des actes terroristes. Plusieurs dispositions régissent par ailleurs les modalités de circulation des personnes impliquées dans des faits de terrorisme.

Dans ce cadre, le 10 mars 2019, les autorités marocaines sont parvenues à rapatrier huit ressortissants marocains qui se trouvaient dans les zones de conflits dans le cadre de leurs contributions aux efforts internationaux de lutte contre le terrorisme, qui ont pu être jugés au Maroc.

▪ **S'agissant de la coordination en matière d'identification et de rapatriement des ressortissants présumés marocains.**

Les autorités marocaines sont donc pleinement conscientes de la problématique du rapatriement de ses nationaux, ainsi que celle liée aux poursuites des personnes soupçonnées d'avoir commis des crimes répréhensibles en dehors du territoire national.

Aussi, les autorités marocaines attirent l'attention de titulaires de mandat sur l'absence à ce jour de canal ou mécanisme de coordination au regard d'une opération d'enregistrement et de vérification dans les camps d'«Al Hol» et «Rouj» telle que rapportée dans la communication. Aucune information n'ayant trait à une opération d'enregistrement, de collecte de données et de réinstallation parmi les femmes et les enfants détenus aux camps en question n'a été rapportée aux autorités compétentes.

Il y a lieu en effet de souligner les difficultés que ce type d'opération soulève en soi au regard de l'accès aux zones concernées et a fortiori des modalités d'intervention.

Les autorités marocaines compétentes reçoivent, ces dernières années, diverses requêtes émanant aussi bien de familles marocaines sollicitant l'aide à la recherche de leurs proches, notamment femmes et enfants, que d'associations marocaines œuvrant dans divers domaines dans l'objectif de faire rapatrier ces personnes.

Il convient de souligner par ailleurs que la Chambre des Représentants (Parlement) a créé une commission exploratoire qui étudie actuellement la question dans toutes ses dimensions multiples et complexes afin de formuler des propositions sur cette épineuse problématique.

Il y a également lieu de souligner qu'il arrive également que les autorités soient avisées par la représentation du Comité International de la Croix Rouge (CICR) à Amman, via

l'Ambassade du Royaume du Maroc en Jordanie, de la présence dans des camps en Syrie et près des frontières turco-syriennes et irako-syriennes, de personnes prétendant être de nationalité marocaine.

Toutefois, leurs données personnelles telles que communiquées par le CICR, souvent recueillies oralement et sans aucun document d'identité officiel à l'appui, demeurent généralement imprécises ou incomplètes pour être traitées et faciliter l'identification des personnes.

▪ **S'agissant de la question du retour des femmes et des enfants présumés marocains.**

S'agissant des femmes ayant accompagné leurs conjoints dans les zones de conflit en question, le Maroc les considère sur le principe comme des victimes et par conséquent, décide le classement sans suite des affaires dans lesquelles elles sont impliquées, à l'exception de rares cas où les enquêtes ont montré leur implication directe dans des actes terroristes. Ainsi, sur 12 femmes de retour volontairement au Royaume, 3 seulement ont été poursuivies (en 2015, 2016 et 2018).

Concernant le rapatriement des mineurs, il soulève des difficultés spécifiques dans la mesure où l'identité de ces enfants et leur nationalité reste très difficile à établir en absence de documents officiels et de données identitaires exactes qui prouveraient un lien juridique ou naturel avec un(e) parent(e) citoyen(ne) marocain(e).

Le Maroc considère d'autant plus que les mineurs faisant l'objet d'un retour après avoir été en zones de conflit comme des victimes. A ce titre, certaines affaires de mineurs ont été traitées par le Parquet Général, en tenant compte de la particularité de cette catégorie vulnérable en veillant à leur intérêt supérieur. Sur le plan pénal, ces affaires font généralement l'objet d'un classement, à l'exception de rares affaires ou des mineurs ont fait l'objet de poursuites et condamnés après leur retour.

¹ De la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste ; du Groupe de travail sur la détention arbitraire ; de la Rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires ; du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation ; du Rapporteur spécial sur le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant, ainsi que sur le droit à la non-discrimination à cet égard ; du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants ; du Rapporteur spécial sur les questions relatives aux minorités ; du Rapporteur spécial sur le droit à la vie privée ; de la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme ; de la Rapporteuse spéciale sur la discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée ; de la Rapporteuse spéciale sur la vente et l'exploitation sexuelle d'enfants, y compris la prostitution des enfants et de la pornographie mettant en scène des enfants et autres contenus montrant des violences sexuelles sur enfant ; du Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ; de la Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier des femmes et des enfants ; de la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et conséquences ; du Rapporteur spécial sur les droits à l'eau potable et l'assainissement ; et du Groupe de travail sur la discrimination à l'égard des femmes et des filles.